Les nouveaux événements de Vorkouta

Les gens ont beau dire, la guerre, la bombe, ce ne sont point là les dangers qui les hantent vraiment. Ce que, même sans le savoir de façon claire, ils craignent le plus, c'est que l'homme contemporain, en quelque pays que ce soit et sous quelque régime qu'il « vive », en ait marre. Des conférences, de la « détente », des explosions à mesurer, soupeser, évaluer, ça on en parle. Mais qu'un mouvement de vraie révolte se produise, c'est le silence, ou bien trois lignes entre quatre faits divers. Une nouvelle grève à Vorkouta, par exemple, accompagnée d'une véritable révolte des esclaves concentrationnaires, qui donc en a entendu parler ? En France comme en Suisse, sauf très exactement deux exceptions, personne qui n'ait cru, lorsque j'ai demandé : « Avez-vous lu ? », que j'arrivais bon dernier avec les nouvelles des grèves de [19]53 révélées entre autres par Scholmer. Quand je lui appris l'événement, Monatte, qui cependant lit à peu près tout, s'est écrié : « Mais qu'est-ce qu'ils foutent, nos mangeurs professionnels de cocos ? » Et Camus – il est l'une des deux heureuses exceptions – m'a pourtant assuré qu'en dehors d'une vague note dans « l'Express », le « Times » de Londres lui-même avait publié et authentifié la chose ; cela n'a pas empêché le reste de la presse de dormir. Jusqu'à un rédacteur de la politique étrangère d'un journal « socialiste » qui est tombé des nues quand je lui ai téléphoné ; et n'imaginez pas qu'il ait, depuis (tout lucide qu'il soit vis-à-vis du totalitarisme moscovite), publié le moindre article sur ce sujet. – À « Témoins » donc, à notre humble canard de

se permettre d'insister. Car, sauf un grand article (d'ailleurs, comme toujours sous la plume de tout journaliste qui se respecte, fourmillant d'inexactitudes) dans le « Corriere d'Informazione » du 14 novembre, il n'y a eu jusqu'ici que le journal des socialistes viennois, l'« Arbeiter-Zeitung », qui, dans la première page de son numéro du 13 novembre (source de l'article du « Corriere »), ait jugé indispensable de révéler ce que d'ex-prisonniers, tout fraîchement rapatriés, ont pu rapporter sur les luttes qui viennent d'ensanglanter l'une des principales régions concentrationnaires du paradis toujours stalinien. – Voici l'essentiel des révélations du journal de Vienne :

Les premières grèves de cet été

À Vorkouta, zone russe de travaux forcés aux confins de l'océan Glacial, dans laquelle des centaines de milliers de détenus politiques mènent une existence d'esclaves, des troubles ont à nouveau éclaté à une époque toute récente... La nouvelle du « cours nouveau » et de la détente de la politique russe s'était répandue jusque dans les régions minières de la Sibérie, insufflant un nouveau courage aux damnés de l'État soviétique... (Il y eut des grèves) à la suite desquelles, au cours de cet été, fut promulguée une amnistie partielle en faveur des détenus politiques. Or, les récits d'un certain nombre de Viennois aujourd'hui rapatriés, mais qui se trouvaient encore à Vorkouta il y a seulement quelques semaines, expliquent à la fois les raisons d'une telle mesure d'« apaisement » et les conséquences sanglantes de son insuffisance.

Cinq puits paralysés

Au cours de l'été,

la population de Vorkouta n'avait pas été sans apprendre que la situation mondiale marquait une détente, à la suite de la signature du traité d'État avec l'Autriche et de la conférence des premiers ministres tenue à Genève. Les prisonniers politiques revendiquèrent alors une diminution de toutes les « peines » et l'amélioration des conditions de travail. Mais toutes ces demandes demeurèrent sans effet. Il s'ensuivit un mouvement de grève tout à fait spontané. Dans un espace de quelques heures, 50 000 prisonniers décidèrent de ne pas descendre à la mine. Les puits 1, 3, 4 et 32 cessèrent tout travail.

Dans les puits 9 et 10, la grève fut seulement partielle, car les détenus qui y sont affectés sont des Baltes – Estoniens, Lettons et Lithuaniens – qui, ayant déjà presque tous entièrement purgé leur peine, craignaient – du moins une grande partie d'entre eux – de s'exposer à de nouvelles représailles en participant à l'action entreprise.

La lutte pour le pain et pour l'eau

La direction du camp répondit à l'ordre de grève en ordonnant de couper l'eau à toutes les sections qui avaient cessé le travail et en envoyant des camions chargés d'emporter tous les stocks de vivres.

Sur quoi les grévistes, passant à l'action directe, barricadèrent les issues pour empêcher la « fuite » du pain, obligèrent les gardes du MWD à quitter les lieux et finalement menacèrent de mettre le feu au camp si l'eau leur était coupée.

Les garde-chiourme du MWD ne sont pas assez nombreux pour mater par la force un soulèvement aussi général. Aussi, tout comme déjà d'autres fois dans le passé, la direction du camp accepta-t-elle de négocier. Mais les détenus firent savoir qu'il ne négocieraient qu'avec des fonctionnaires

responsables venus de Moscou. Vu le trou béant créé par la grève dans la production, le gouvernement central lui-même finit par céder.

En effet, le ministre de l'intérieur Krouglov, accompagné de quelques généraux du MWD, arrivait bientôt en avion à Vorkouta et s'entretint avec une délégation des prisonniers politiques. Il promit un adoucissement du régime pénitentiaire et une amnistie. Peu de temps après, l'amnistie était effectivement promulguée.

Les détenus reprirent le travail. Mais on ne tarda pas à devoir constater que la soi-disant amnistie n'avait été, dans la plupart des cas, qu'une grossière supercherie. Certes, la majorité des prisonniers amnistiés s'étaient vus officiellement remis en « liberté », mais pour être ensuite astreints à un domicile forcé, toujours au nord du cercle polaire. Cet avancement de la condition d'esclaves à celle de serfs n'était pas exactement ce que les détenus s'étaient imaginé.

Renforts de « droit commun » et lutte à mort

Tout comme dans les camps de concentration hitlériens, les détenus de droit commun, les criminels [[Les rapatriés viennois, ou tout au moins le journaliste qui rapporte leurs propos, simplifient ici la situation. D'abord, il est si facile d'être « droit commun », en Russie. Il suffit, par exemple, d'être arrivé trois fois en retard au travail – d'où révocation et impossibilité de trouver un autre emploi (le passeport intérieur n'est pas fait pour les chiens – heureux chiens !) ; dès lors, il faut bien voler pour vivre. Et de plus, chez les « droit commun » en général, qu'ils le soient devenus par force (la force de l'État) ou par goût, il y a deux catégories : ceux des vrais résistants, qui refusent toute collaboration avec les autorités – et les autres.]] ont, dans les camps russes, une

situation privilégiée, en ce sens qu'ils détiennent la plupart des postes de « capos ». Ils font régner dans les camps une véritable terreur, et les gardiens du MWD, en général beaucoup trop peu nombreux, les utilisent pour tenir en respect les détenus politiques. Dans cet enfer, l'opposition entre droit commun et politiques est acharnée, impitoyable, brutale.

Or, au cours de ces derniers mois, plus de cent mille prisonniers de droit commun furent amenés à Vorkouta. Aussi les conflits entre politiques et membres de la pègre ne cessèrent-ils de se succéder.

La journée du 4 octobre

Le 4 octobre 1955, dans plusieurs camps à la fois et à la même heure, les détenus de droit commun, armés de couteaux et de matraques, attaquèrent les baraques des prisonniers politiques. Quelques-unes de ces baraques furent arrosées d'essence et incendiées. Du haut des miradors, les gardiens firent feu dans le tas. Résultat : trente-deux morts, dont trente prisonniers et deux gardes.

On s'est également battu dans les camps du voisinage, mais les Viennois rapatriés ignorent, sur ce point, les détails.

Nouvelle visite ministérielle

Une fois de plus, le ministre de l'intérieur Krouglov accourut à Vorkouta pour rétablir 1'« ordre ». Il finit par promettre aux détenus politiques que les prisonniers de droit commun seraient internés dans des camps séparés. Et, après plusieurs jours de grève, les esclaves se remirent au travail. (« Arbeiter-Zeitung » de Vienne, 13

novembre 1955)